



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-sixième session

19-21 octobre 2020¹

Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

RLC-Conferencia@fao.org

Nous sommes les systèmes alimentaires

1. Plus d'un tiers des emplois formels et un quart du produit intérieur brut (PIB) de l'Amérique latine et des Caraïbes sont créés dans des secteurs fortement touchés par la crise économique due au coronavirus², selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui estime également que 2,7 millions d'entreprises pourraient fermer, dont une majorité de micro-entreprises, ce qui entraînerait la perte de 8,5 millions d'emplois³. De même, la CEPALC prévoit en 2020 une chute de 9,1 pour cent du PIB, 44,1 millions de chômeurs et 230,9 millions de latinoaméricains en situation de pauvreté, soit plus du tiers de notre population⁴.

2. Le secteur privé crée près de 90 pour cent des emplois dans nos pays et est donc un partenaire essentiel dans la lutte contre la pauvreté⁵. En outre, le dynamisme et les investissements du secteur privé dans l'ensemble du système alimentaire sont primordiaux pour relever le défi qui consistera à nourrir 9 milliards de personnes en 2050. On ne pourra pas relever ce défi sans un secteur agricole hautement productif, dopé par l'innovation technologique et durable.

¹ Session initialement prévue du 27 au 29 avril 2020, à Managua (Nicaragua).

² <https://www.cepal.org/es/comunicados/impactos-la-pandemia-sectores-productivos-mas-afectados-abarcaran-un-tercio-empleo-un>
https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45734/4/S2000438_es.pdf

³ <https://www.cepal.org/es/euromipyme/mipymes-covid-19>
<https://news.un.org/es/story/2020/07/1476912>

⁴ <https://www.cepal.org/es/comunicados/contraccion-la-actividad-economica-la-region-se-profundiza-causa-la-pandemia-caera-91>

⁵ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_732198.pdf

3. Ainsi, si nous ne mettons pas en œuvre des politiques adaptées qui renforcent tous les secteurs productifs et qui garantissent la continuité des chaînes d'approvisionnement, nous serons confrontés à un changement structurel très régressif.
4. Nous faisons partie d'un système privé très vaste, qui opère au niveau local ou international, dans les zones rurales ou urbaines, dans le secteur formel ou informel et dans des contextes entrepreneuriaux divers, dans des pays très différents. Pour cette raison, nous avons besoin de cadres politiques qui tiennent compte de la réalité productive et culturelle de chaque secteur ou région, mais qui soient cohérents et articulés entre eux, pour que nous puissions tous contribuer à apporter des solutions aux problèmes qui touchent la population.
5. Nous sommes au premier rang des acteurs dont il faut faciliter les activités et qui peuvent agir pour réaliser les changements aujourd'hui nécessaires dans le système alimentaire pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).
6. Compte tenu des répercussions de la situation actuelle, nous suggérons donc de porter un regard novateur sur les processus d'élaboration des politiques publiques et sur la manière dont ceux-ci interagissent avec la réalité du secteur privé et nous souhaitons mettre en évidence les défis suivants:

Défi #1

Élaborons des politiques en faveur du développement durable rural plus intégrées

7. Afin de mieux intégrer tous les maillons des chaînes de valeur, de la production primaire à la consommation finale, il faut d'urgence mettre en place des politiques qui permettent de mieux formaliser les activités des producteurs primaires.
8. Il est possible de favoriser la prospérité sur le terrain en réduisant les lacunes éducatives, technologiques, financières et opérationnelles qui empêchent l'intégration de ce secteur dans des marchés plus vastes.
9. En l'absence d'approches systémiques, il n'est pas possible de transférer les atouts des secteurs intégrés aux chaînes de valeur mondiales vers les maillons plus faibles du système alimentaire. Nous considérons donc que l'articulation, la formation et l'éducation sont essentielles pour créer une synergie qui facilite les activités dans ces secteurs, dont la situation est aujourd'hui plus délicate que jamais.
10. À cet égard, les modèles d'entreprises coopératives peuvent jouer un rôle très important pour créer les facilités dont ces secteurs ont besoin. Pour ce faire, il faut des espaces de dialogue et d'élaboration conjointe destinés à la fois au secteur privé et au secteur public, qui soient institutionnalisés et pérennes.

Défi #2

Faciliter les opérations à petite échelle pour donner une base aux économies locales

11. L'un des facteurs clés pour faciliter les opérations à petite échelle consiste à promouvoir des cadres de politique générale dont les règles d'application sont claires, qui disposent d'indicateurs de performance objectifs et dont les responsables de l'exécution ont les compétences techniques nécessaires.
12. Si ces critères sont respectés, nous pourrions éviter les effets non souhaités qui mettent aujourd'hui les petits exploitants au défi, notamment les excès de réglementation, l'absence de soutien ou les charges fiscales démesurées qui non seulement rendent ces politiques inefficaces, mais font également reculer la compétitivité et la sécurité juridique et progresser l'activité informelle.
13. Ainsi, la facilitation et la recherche de viabilité et d'efficacité sont des notions fondamentales de tout processus d'élaboration de politiques qui ont des effets positifs sur la productivité du secteur, dont dépend la majeure partie des économies locales.

Défi #3**Transparence et pertinence lors de l'élaboration de cadres réglementaires innovants**

14. Le secteur privé n'est pas contre la réglementation, car celle-ci est fondamentale pour la sécurité de tous les acteurs. Le secteur privé est toujours disposé au dialogue, en particulier quand celui-ci a des effets bénéfiques sur des aspects importants du bien-être humain, notamment l'alimentation saine et la durabilité. Toutefois, afin de pouvoir avancer grâce à des propositions efficaces, nous devons promouvoir des cadres réglementaires qui respectent strictement les principes suivants: i) une base et des éléments de preuves scientifiques qui les justifient; ii) un processus d'élaboration transparent et inclusif; iii) un respect strict des bonnes pratiques réglementaires; iv) une cohérence avec les règles et les engagements des pays en matière d'accords de commerce international, afin d'éviter les obstacles inutiles qui entravent les chaînes d'approvisionnement locales et internationales; v) l'évaluation au moyen de paramètres objectifs, mesurables et vérifiables; et, surtout, vi) une élaboration réalisée dans le cadre institutionnel qui convient, qui soit qualifié et représentatif. Lorsque les organismes internationaux, les gouvernements et les autorités de réglementation s'écartent de ces principes, non seulement ils s'éloignent de l'objectif visé, mais ils entravent également inutilement l'activité productive, qui est tributaire du respect de l'état de droit.

15. Pour cette raison, nous lançons un appel pour que la FAO et les gouvernements, par l'intermédiaire des mécanismes de dialogue avec le secteur privé, soient toujours disposés à réviser et à redéfinir les propositions, afin de mettre en place une meilleure réglementation qui permette d'obtenir de meilleurs résultats.

16. Les effets récessifs de la covid-19 et les défis qui se présentent, notamment en matière d'alimentation, de durabilité et de changement climatique, nous conduisent à demander qu'une réflexion plus approfondie sur les besoins du secteur privé soit menée. En ce qui concerne les réglementations alimentaires, nous devons passer de modèles punitifs à des modèles incitatifs, de modèles soumis à l'impôt à des modèles qui favorisent la compétitivité et la productivité, de modèles qui suscitent des craintes sur des groupes de produits à des modèles qui favorisent l'éducation à une alimentation saine. Malgré la crise, nous avons jusqu'à présent travaillé sans relâche pour assurer l'approvisionnement des marchés. Nous avons donc besoin de politiques dont l'approche est positive.

Défi #4**Favoriser l'accès au numérique, la technologie et l'inclusion financière**

17. Comme l'indique la cible 2.3 de l'ODD 2, pour parvenir à la durabilité et accomplir des progrès dans l'ensemble du système alimentaire, il faut améliorer la productivité agricole et les revenus des producteurs d'aliments, en particulier les petits producteurs. Pour cette raison, nous devons aborder la nécessité d'approfondir des thèmes essentiels, comme l'accès aux services financiers, au numérique et à la technologie, qui rendent possible un développement durable du système alimentaire.

Défi #5**Nous devons favoriser les modèles entrepreneuriaux qui permettent d'investir dans la durabilité et de lutter contre le changement climatique**

18. L'économie circulaire et l'économie coopérative sont des modèles dont les résultats actuels peuvent faire avancer les choses en matière de durabilité et de changement climatique. En ce moment, des entreprises de tous types améliorent leurs résultats grâce à la mise en œuvre de mesures qui permettent d'améliorer la gestion des déchets créés lors de la production et de la consommation. Cette logique gagnant-gagnant peut devenir une référence applicable aux différents défis d'aujourd'hui en matière de politiques. La stratégie gagnante consiste à faire en sorte que les acteurs qui mettent en place ce type de changements atteignent la rentabilité.

Nous devons penser et agir différemment. Si nous faisons et proposons la même chose, nous ne pourrions pas mener à bien la transformation du système alimentaire

19. Nous sommes ici pour chercher des solutions aux problèmes auxquels notre société est confrontée. Cette nouvelle réalité nous oblige à aller plus loin et à chercher d'autres moyens de mettre en œuvre des approches intégrées. En matière d'alimentation saine, par exemple, nous devons regarder les habitudes et les modes de vie de la population de manière globale; sur le terrain, nous devons privilégier la réduction de l'activité informelle et l'accès au numérique, à la technologie et aux financements et, en matière de résilience climatique, les politiques qui favorisent l'innovation et les initiatives, en intégrant tout cela dans des cadres normatifs équilibrés, cohérents et efficaces.

20. Parmi toutes les réflexions formulées, nous accordons une valeur très importante au dialogue et aux partenariats public-privé, grâce auxquels on peut élaborer conjointement des programmes qui s'adaptent aux situations, aux objectifs et aux besoins de chaque composante du système alimentaire. Nous sommes convaincus qu'il existe des expériences positives de collaboration entre les gouvernements, les institutions et les associations de producteurs qui ont permis de faire des progrès importants dans plusieurs pays.

21. Nous devons tous nous mettre à penser différemment, nous éloigner des approches qui produisent des conflits et nouer des alliances. Si nous continuons de la même manière, nous obtiendrons les mêmes résultats.

22. Nous souhaitons remercier la FAO de donner la possibilité au secteur privé d'exposer ses inquiétudes et d'apporter sa contribution dans cet espace si pertinent. Nous sommes donc à la disposition de l'Organisation et de ses États Membres pour créer conjointement des instances de dialogue et trouver des solutions collaboratives, afin de mettre en place des systèmes alimentaires plus sains, plus inclusifs et plus durables.